

# Monitoring concernant la suppression de l'aide sociale

Rapport annuel 2019 : résultats en bref | anciens dossiers

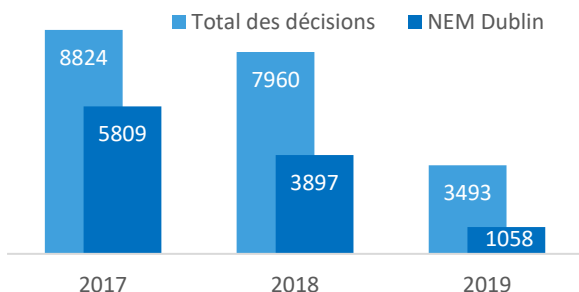


Schweizerische Eidgenossenschaft  
Confédération suisse  
Confederazione Svizzera  
Confederaziun svizra  
Département fédéral de justice et police DFJP  
Secrétariat d'Etat aux migrations SEM

Dossiers régis par le droit (LAsi) en vigueur jusqu'au 28 février 2019

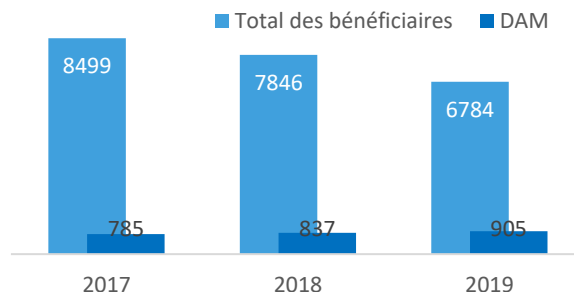
Le Secrétariat d'Etat aux migrations (SEM) étudie l'évolution des coûts en matière d'aide d'urgence en collaboration avec la Conférence des directrices et directeurs des départements cantonaux de justice et police (CCDJP) et la Conférence des directrices et directeurs cantonaux des affaires sociales (CDAS). À cette fin, le SEM gère un système d'information sur le Monitoring sur la suppression de l'aide sociale.

## Décisions



Fortement à la baisse en 2019 en raison de l'ordre de priorité de stratégie de traitement du SEM des demandes d'asile, seules 3'493 décisions de non entrée en matière (NEM) ou négatives (NEGE) avec délai de départ fixé sont entrées en force. Les décisions NEM prises dans le cadre du système Dublin constituent 30% (49% NEM-Dublin en 2018) de l'ensemble des décisions. L'aide d'urgence est octroyée sur demande.

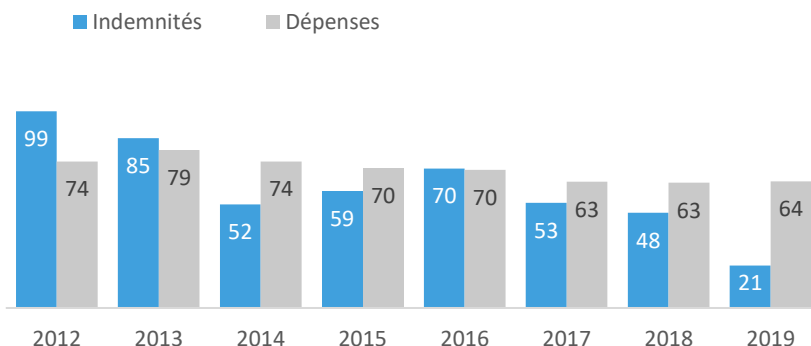
## Bénéficiaires de l'aide d'urgence



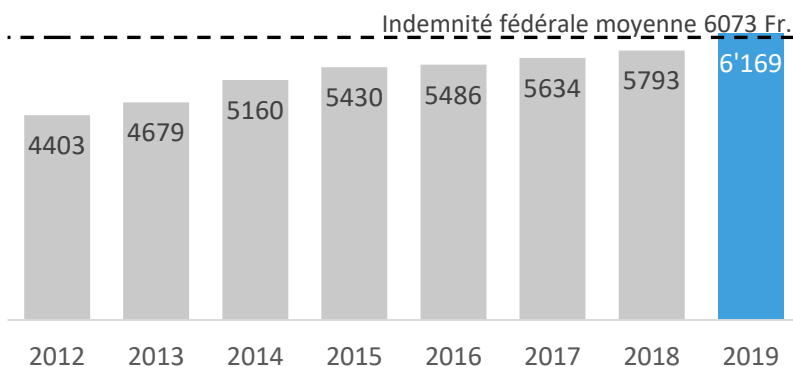
En 2019, 6'784 personnes ont bénéficié de l'aide d'urgence, soit près de 14% moins par rapport à 2018. Ce total comprend 5'879 personnes ayant perçu l'aide d'urgence, exclusivement suite à l'entrée en force d'une décision NEGE ou NEM; 550, exclusivement suite à une demande d'asile multiple (DAM) et 355, suite à une DAM déposée avant ou après l'entrée en force d'une décision NEGE ou NEM.

## Indemnités fédérales et dépenses d'aide d'urgence (en millions de francs)

Le montant arrondi des dépenses d'aide d'urgence est passé à 64 millions CHF en 2019, montant toutefois comparable à celui de 2018 (+0,3 millions). Seuls 2 cantons enregistrent des indemnités supérieures aux dépenses 2019. Les 24 autres cantons ont eu recours aux réserves générées durant les années précédentes pour financer les dépenses 2019. Néanmoins, au bilan 2008-2019, la liste des cantons ayant épuisé toutes leurs réserves sur les années antérieures est restée inchangée (BE, GE, JU, NE, SH, VD, ZH). Entre 2008 et 2019, les indemnités ont été inférieures aux dépenses pour un montant cumulé de 10 millions de francs.



## Dépenses d'aide d'urgence par décision (en francs)



Entre 2008 et 2019, les dépenses moyennes par décision entrée en force s'élèvent à 6'169 francs, dépassant pour la première fois les indemnités fédérales moyennes. Cette hausse attendue, résultante de l'ordre de priorité du traitement des demandes d'asile du SEM, traduit les dépenses engendrées par la part agrandie de bénéficiaires affectés par une décision NEGE. Cette catégorie de bénéficiaires élève les valeurs moyennes de taux et durée de perception, facteurs multiplicateurs de dépenses accrues.

## Durée de perception (en jours)

période observée	
2018	145
2019	167
périodes groupées	
2008-2018	202
2008-2019	218

## Taux de perception (en pourcent)

année d'entrée en force	
2018	39
2019	51
périodes groupées	
2008-2018	53
2008-2019	52

## Coûts par jour (en francs)

période observée	
2018	52
2019	53
périodes groupées	
2008-2018	51
2008-2019	51

# Monitoring concernant la suppression de l'aide sociale

Rapport annuel 2019 : résultats en bref | anciens dossiers

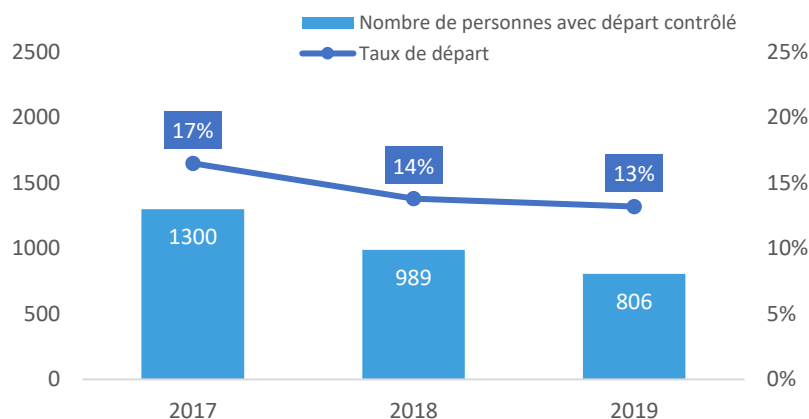
## Les pays de provenance les plus représentés (par bénéficiaires d'aide d'urgence)

	2018	2019
Erythrée	813	861
Ethiopie	531	497
Algérie	454	441
Sri Lanka	364	408
Irak	374	350

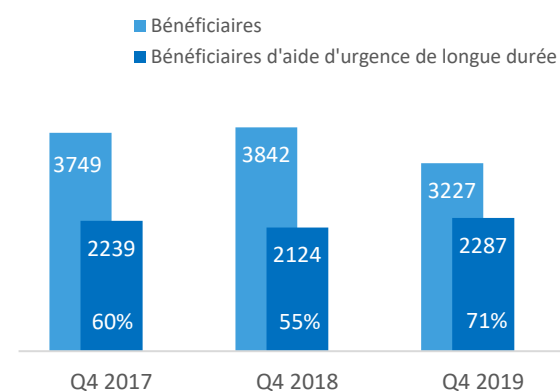
Quatre des 5 pays de provenance les plus représentés en 2019 sont les mêmes qu'en 2018; la Géorgie avait fait une courte apparition en 2018 et elle est redescendue au 8e rang en 2019. Le Sri Lanka arrive pour la première fois dans ce classement, en affichant la hausse la plus importante après les érythréens, qui tiennent encore la tête de liste. Les éthiopiens sont ceux qui enregistrent à nouveau le plus bas nombre de décisions comparé aux autres ressortissants du groupe. L'évolution générale au niveau des bénéficiaires continue de refléter la baisse du nombre de décisions NEM-Dublin, amorcée au 2e semestre 2017. Les 5 principaux ressortissants bénéficiaires sont majoritairement affectés par une décision NEGE. Cette évolution se répercute notamment sur une plus longue durée de perception en raison des difficultés liées à l'exécution du renvoi vers la majorité des pays de provenance les plus représentés. Les ressortissants de "nationalité inconnue" (c'est-à-dire, des personnes qui dissimulent leur nationalité) arrivent en cinquième rang, soit après les sri-lankais (398 bénéficiaires) et enregistrent une nouvelle baisse par rapport à 2018 (465).

## Départs sous contrôle des autorités

En 2019, on enregistre 13% de personnes au bénéfice de l'aide d'urgence ayant quitté la Suisse sous contrôle des autorités. Ce taux a perdu 1 point baissé de pourcentage en comparaison de 2018. Le taux de départ des personnes frappées par une décision NEM-Dublin a augmenté de 10 points de pourcentage et s'élève à 42%, plus que quatre fois supérieur à celui des personnes affectées par une décision NEGE (9%) et plus que 3 fois supérieur à celui des personnes affectées par une décision NEM hors cadre Dublin (13%).



## Perception de longue durée (> 1 an)



## Bénéficiaires de longue durée par nationalité

	Trim. 4 2018	Trim. 4 2019
Ethiopie	261	285
Erythrée	97	251
Irak	102	156
Rép. Pop. de Chine	131	134
Algérie	147	130

Au 4e trimestre 2019, 71% des bénéficiaires sont des bénéficiaires de longue durée (BALD, c'est-à-dire, des bénéficiaires de l'aide d'urgence depuis plus de 4 trimestres ou dont l'entrée en force est supérieure à 4 trimestres). En un an, l'effectif BALD a augmenté de 163 personnes. Les ressortissants érythréens enregistrent la hausse la plus importante (+154). Par rapport au 4e trimestre 2018, les éthiopiens comptent encore pour 12% des BALD, même s'ils enregistrent un effectif accru et qu'ils occupent maintenant la tête de liste. Les ressortissants de "nationalité inconnue" (c'est-à-dire, des personnes qui dissimulent leur nationalité), ont été relégués au 2e rang. Les irakiens ont gagné 3 rangs dans ce classement et enregistrent aussi une hausse notable de leur effectif, s'imposant sur les chinois et les algériens. L'Iran ne fait pas partie cette année de la liste des pays de provenance les plus représentés. On enregistre également un taux de perception BALD sensiblement plus élevé, étant passé de 55% à 71%. Ressortissants éthiopiens, chinois et ceux de nationalité inconnue affichent déjà des taux de perception au-dessus de la moyenne (respectivement 81%, 86% et 94%). On peut s'attendre à ce que le taux de perception des érythréens, qui est passé de 20% à 54%, continue d'augmenter. Les 5 pays de provenance les plus représentés ici comptent pour environ 42% des BALD (environ 54% avec les ressortissants de nationalité inconnue). On pourrait encore s'attendre à une hausse générale des BALD, en raison de la diminution toujours plus importante des demandes d'asile NEM-Dublin en